

" Les pays de l'UE ne font qu'entretenir ce réseau criminel "

La présidente de MSF dénonce le " système de prédation " en place en Libye au détriment des migrants, avec le soutien de l'Europe



Joanne Liu est la présidente de Médecins sans frontières (MSF) international. De retour de Libye, où elle a visité plusieurs centres de détention pour migrants, elle témoigne de la cruauté dont sont victimes ces personnes, et accuse les Etats européens d'être les complices de cette situation.

Qu'avez-vous vu dans les centres pour migrants en Libye ?

C'est difficile d'en parler. Je fais de la médecine humanitaire depuis vingt ans mais je n'avais jamais vu ça. La veille de mon arrivée, 200 personnes avaient été ramenées après que leur embarcation eut été interceptée. Les gens sont enfermés dans de grandes pièces sales, entassés jusqu'à plusieurs centaines. Un gardien a ouvert brutalement la porte d'une de ces cellules pour que j'y entre. Et là, j'ai vu la terreur dans les yeux de ces personnes. Elles étaient émaciées. Elles me murmuraient : " *Sortez-moi d'ici...* " Une telle souffrance humaine m'a bouleversée. L'après-midi, nous avons visité un autre centre tellement surpeuplé que les gens étaient incapables d'étendre leurs jambes. J'y ai retrouvé la même sensation d'asservissement permanent et de souffrance. La même terreur dans les yeux.

Que vous ont-ils dit ?

Il n'est pas possible de parler avec les migrants à l'intérieur des centres, car ils ont peur de témoigner au vu et au su de tout le monde. Nous y sommes parvenus dans une petite clinique privée d'une douzaine de lits que nous finançons. C'est là qu'une femme m'a raconté les violences et les humiliations qui leur sont infligées " par jeu ". Elle-même a dû rester sous le soleil, sur une jambe, jusqu'à ce qu'elle s'évanouisse alors qu'elle était

enceinte. Ou ces jeunes hommes forcés de courir nus dans la cour jusqu'à épuisement. Il n'est pas possible que consciemment, on veuille envoyer des gens dans de tels endroits.

Qui est responsable ? Vous accusez les pays membres de l'UE, dont la France, d'être complices de la situation. Comment ?

La situation actuelle résulte d'un ensemble de faits : le départ de Kadhafi, la coexistence de trois gouvernements, la multiplication des milices, l'absence de lois régaliennes... Tout ceci a abouti à un vaste système de prédation qui s'exerce sur les plus désespérés. Or, par leur politique actuelle, des membres de l'UE, dont la France, ne font qu'entretenir ce réseau criminel. Prenez les budgets adoptés par l'Union. Plus de 90 millions d'euros ont été votés en avril pour aider la Libye à affronter les problèmes migratoires. Mais on sait qu'il n'y a pas de supervision quant à l'utilisation de cet argent. Fin juillet, 46 millions ont été débloqués pour la formation des gardes-côtes libyens. Or ils sont formés à ramener les migrants en Libye, dans cet environnement abject. Nous avons donc voulu mettre la réalité sous les yeux des dirigeants. Et encore, la photographie que nous donnons est parcellaire puisque seuls des centres légaux peuvent être visités. Nous n'avons pas accès aux lieux de détention privés, où nous savons que la maltraitance et le rançonnement sont généralisés.

Les ONG présentes en Méditerranée ont été accusées de complicité avec les passeurs et l'accès aux eaux libyennes leur a été interdit. Poursuivez-vous votre travail de sauvetage ?

Notre bateau *Prudence* a arrêté ses activités car nous n'avons pas les garanties de sécurité nécessaires pour pouvoir faire notre travail. Notre équipe médicale est toutefois toujours présente sur l'*Aquarius*. Mais nous sommes repoussés très loin en mer. Le problème dépasse la question du sauvetage en mer. Des ONG sont visées mais aussi des personnes. On essaie de criminaliser l'aide aux migrants. Ça fait partie d'un tout. On utilise toutes les techniques possibles pour maintenir les gens à l'extérieur des frontières européennes.

Pourquoi vous adresser maintenant aux Etats européens ?

En tant qu'ONG, nous avons essayé de faire changer les choses de différentes façons : en participant à des réunions, en rencontrant des responsables européens, mais sans succès. C'est pourquoi nous avons décidé de prendre la parole publiquement et de nous adresser aux gouvernements à travers une lettre ouverte. Des représentants européens se félicitent aujourd'hui de la baisse du nombre de départs de la Libye vers l'Europe, mais ils doivent regarder en face le prix à payer pour cela : cela veut dire renvoyer des êtres humains vivre dans des conditions sous-humaines, et les laisser soumis à la torture, au viol, à l'extorsion. Au lieu de renvoyer ces gens en Libye, nous devrions les secourir, trouver les moyens de les faire sortir de là. Ce serait un geste de responsabilité de la part de l'Europe. On ne peut pas continuer à faciliter ce business du désespoir. L'Europe est au-dessus de ça.

Propos recueillis par Charlotte Bozonnet

© Le Monde

◀ **article précédent**

Entre Libye et Italie, petits arrangements...

article suivant ▶

Minniti, apparatchik de l'ombre devenu...